

RESTRICTED

SR/G/12

25 février 1949

FRENCH

ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE REUNION DE
LA COMMISSION DE CONCILIATION AVEC SON EX-
CELLENCE HAMID FRANGIE, MINISTRE DES AF-
FAIRES ETRANGERES DU LIBAN

Tenue le 23 février 1949, à Beyrouth.

Présents : S.E. Hamid Frangié - Ministre des Affaires étrangères du Liban
M. Ethridge (Etats-Unis) - Président
M. de Boisanger (France)
M. Yalchin (Turquie)
M. Azcarate - Secrétaire principal

Répondant au Président qui lui a demandé de vouloir bien définir franchement l'attitude du gouvernement libanais à l'égard des différents points de la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948, le MINISTRE fait les remarques suivantes :

En ce qui concerne la question des négociations de paix et la conciliation en général, leur succès dépend de la confiance mutuelle des parties intéressées. On n'a aucune assurance quant à la bonne foi des Juifs.

Cependant, deux tâches déterminées ont été confiées à la Commission : résoudre la question de Jérusalem et celle des réfugiés. Là non plus les Juifs n'ont rien fait pour dissiper les soupçons des Etats arabes. Ils ont attendu l'arrivée de la Commission de conciliation pour la mettre en présence d'un fait accompli à Jérusalem. C'est la raison pour laquelle ils y ont tenu la réunion de leur Assemblée constituante et déclaré qu'ils avaient l'intention de faire de Jérusalem la capitale de leur Etat. La tactique des Juifs consiste à annihiler progressivement les décisions des Nations Unies. Cette méthode n'a, hélas! que trop bien réussi.

En ce qui concerne la question des réfugiés, les Juifs ont déclaré qu'ils désiraient la voir résolue dans le cadre du règlement général, en tant que partie de ce règlement. Ceci est contraire à

/toutes les résolutions

toutes les résolutions des Nations Unies. Le plan de partage ne prévoit pas la dispersion de la population arabe de l'Etat juif. Quelle solution les Juifs envisagent-ils aux problèmes de Jérusalem et des réfugiés ? Selon le Ministre, la Commission devrait tout d'abord résoudre le problème de Jérusalem et celui des réfugiés et s'attaquer ensuite à la solution du problème général.

Le PRESIDENT rappelle au Ministre que la Commission a reçu un mandat précis pour l'internationalisation de Jérusalem. La Commission a réagi très rapidement quant à l'éventualité d'être mise devant un fait accompli par les Juifs et a précisé son attitude à M. Shertok en termes non équivoques. Le point de vue de la Commission à l'égard de Jérusalem est celui que définit la résolution de l'Assemblée générale. La Commission désire néanmoins connaître l'avis de toutes les parties intéressées quant au meilleur moyen d'assurer l'internationalisation de la région de Jérusalem et de la rendre économiquement viable.

Le Président informe le Ministre que la Commission a créé un Comité spécial ayant pour tâche d'étudier et de mettre sur pied un projet d'internationalisation. La Commission n'a pas connaissance d'une déclaration des Juifs quant à leur intention de faire de Jérusalem la capitale de leur Etat, ou d'annexer cette ville à Israël.

En ce qui concerne les réfugiés, la Commission a demandé les services d'un expert qui la conseille sur le rapatriement, la réinstallation ou l'indemnisation des réfugiés. La Commission de conciliation part du principe, bien que cela n'ait pas été officiellement annoncé, qu'Israël acceptera la résolution de l'Assemblée générale dans son principe. La Commission estime cependant que la question des réfugiés doit être examinée en même temps que les autres problèmes. toutefois, cette question pourrait être inscrite en tête de l'ordre du jour. Le Président informe le Ministre du projet de conférence des Etats arabes et lui demande quelle est à ce sujet

/l'attitude de son

l'attitude de son gouvernement.

Le MINISTRE fait observer que la question de Jérusalem et celle des réfugiés permettront de mettre à l'épreuve les bonnes intentions des Juifs, leur désir de paix et leur désir de voir intervenir une solution juste. La question des réfugiés devra être examinée séparément et non conjointement à d'autres problèmes intéressant Israël, tels que l'absorption d'immigrants. La résolution de l'Assemblée générale ne mentionne pas la possibilité d'un échange de populations. Est-ce là l'intention d'Israël ? Un rétablissement économique et social n'est possible, pour les réfugiés, que s'ils sont dans leurs propres foyers, après avoir reçu une indemnité pour les pertes subies. Si le problème est lié à d'autres, cela donnera aux Juifs une occasion supplémentaire de passer outre une décision des Nations Unies. Les Juifs marchanderont alors pour obtenir des avantages en échange de leur reconnaissance du droit qu'ont naturellement les réfugiés de regagner leurs foyers. Les réfugiés posent un problème insoluble aux pays où ils se sont installés. Il n'y a qu'une solution à ce problème : le retour des réfugiés dans leurs foyers. Le Ministre attire l'attention sur la Galilée occidentale où les Juifs constituent moins de 10% de la population totale. Bien que ce territoire ne leur ait pas été attribué par le plan de partage, ils l'ont envahi, afin d'y établir leurs propres immigrants. Ils ont pris également le Neguev et pourtant ils continuent à se plaindre des décisions des Nations Unies. Le Ministre répète que la question des réfugiés constituera l'épreuve du feu qui permettra de juger des intentions des Juifs.

Le PRESIDENT ayant demandé s'il y aurait avantage à réunir une conférence des Etats arabes et de la Commission de conciliation pour discuter le problème des réfugiés, le Ministre répond affirmativement. En réponse à une autre question concernant l'attitude du Liban à l'égard des entretiens de Rhodes, le Ministre déclare que son

/gouvernement a été

gouvernement a été invité à y prendre part mais a avisé le Dr. Bunche qu'il n'entamerait pas de négociations avec les Juifs en vue d'un armistice, à moins que les conversations entre Juifs et Egyptiens ne soient couronnées de succès. Le Ministre fait observer que la rapidité avec laquelle un armistice pourra être conclu entre Israël et le Liban dépendra des conditions proposées, mais que le Liban est prêt à négocier.

Le PRESIDENT souligne que la Commission n'a pas encore abordé officiellement la question des réfugiés avec le gouvernement d'Israël, mais qu'elle a appris, au cours de conversations préliminaires, que les Juifs sont prêts à accepter un certain nombre de réfugiés. Ceci ne donne pas de la situation une idée complète ni définitive. Si les Arabes devaient faire de la solution du problème des réfugiés une condition sine qua non à la discussion des autres questions, la Commission se trouverait dans une position inextricable vis-à-vis des autres tâches qui lui ont été confiées. Celles-ci sont nombreuses et la plus importante est le maintien de la paix dans le Moyen-Orient. Jusqu'ici les Arabes ont refusé de faire connaître leur point de vue sur d'autres sujets, le Neguev, la Galilée, Haïfa, Lydda et la question des frontières, par exemple. La Commission a pour instructions d'envoyer périodiquement des rapports au Secrétaire général pour qu'il les transmette au Conseil de sécurité et aux Membres des Nations Unies. Il y aura une session de l'Assemblée générale en avril et la Commission peut être appelée à y faire rapport pour annoncer si un progrès quelconque a été accompli ou si elle considère que la résolution du 11 décembre 1948 est inapplicable. Il importe donc de connaître l'avis de toutes les parties intéressées.

Le Ministre a marqué son intérêt pour Jérusalem. Les autres gouvernements arabes ont déclaré que Jérusalem devait rester aux Arabes. Cette attitude est contraire à la résolution de l'Assemblée générale. Il y a de nombreuses formes d'internationalisation et le Comité

/chargé d'étudier

chargé d'étudier la question peut évidemment travailler selon ses propres idées. Il serait toutefois préférable que le Comité reçoive l'avis des parties intéressées.

Le MINISTRE, après avoir accepté de communiquer au Comité les vues de son gouvernement, déclare que le problème réside dans la conciliation de deux points de vue opposés. La Commission se préoccupe surtout du maintien de la paix dans le Moyen-Orient, les Arabes se préoccupent surtout de l'injustice commise envers leurs frères en Palestine. Le droit naturel des réfugiés à rentrer chez eux sera-t-il reconnu ? La Commission a déclaré que les Juifs sont disposés à en laisser revenir quelques-uns. Le gouvernement libanais désire que les Juifs les acceptent tous, à l'exception de ceux qui ont violé l'ordre public. La situation en Palestine a été considérablement ^{aggravée} par les mesures discriminatoires prises par les Juifs à l'égard des Arabes ; ceux-ci ont cependant la possibilité de répliquer. Il est possible d'exercer des représailles. Les Etats arabes sont prêts à discuter mais la solution du problème des réfugiés est une condition sine qua non du règlement de paix.

Revenant à la question de Jérusalem, le Ministre fait observer qu'il y a beaucoup de solutions mais que la condition essentielle est que la ville ne soit pas placée sous l'autorité suprême des Juifs.

M. de BOISANGER déclare que la Commission comprend l'intérêt que portent les Arabes au problème des réfugiés et qu'elle souhaite éviter tout retard ; le temps ne travaille pas en faveur de la conciliation. Tout retard permet aux Juifs de faire rentrer des immigrants et de les établir dans les terres et les maisons des réfugiés arabes, ce qui rend impossible le retour de ces derniers. Il exprime l'espoir que, bien que la conférence qu'on se propose de tenir avec les Etats arabes ait officiellement pour but d'examiner le problème des réfugiés, la Commission de conciliation pourra connaître le point de vue de ces Etats à l'égard d'autres questions.

/Le MINISTRE

Le MINISTRE répond qu'il s'agit d'une question fort importante. Les Arabes ont un adversaire. Mais, tout comme les Juifs, ils sont soumis à l'autorité suprême des Nations Unies. Les décisions de cette autorité ont été respectées par les Arabes. Elles ont été ignorées par les Juifs. La question est de savoir si les Nations Unies permettront que la population arabe soit expulsée par des immigrants étrangers. Avant que cette question soit réglée, les Arabes ne pourront pas parler de paix. Si Tel Aviv refuse de se conformer aux décisions des Nations Unies, il ne peut y avoir de conversations de paix. Une trêve est en vigueur, la Commission a donc le temps de demander aux Juifs quelles sont leurs intentions au sujet des réfugiés. Se fondant sur leur réponse, la Commission de conciliation pourra continuer ses conversations avec les parties intéressées, officiellement ou officieusement. Si la réponse juive est négative, il est inutile d'aller plus loin.